Pérou : Boluarte interrogée sur les décès survenus lors des manifestations

La Havane, 7 juin, (RHC)- La présidente péruvienne, Dina Boluarte, a finalement comparu ce mardi devant le ministère public. Elle a été interrogée sur les décès enregistrés de décembre à janvier, lors des manifestations contre la destitution de Pedro Castillo et son accession au pouvoir.

La présidente est arrivée avant l'heure prévue pour sa déclaration, au milieu d'un déploiement de sécurité qualifié d'impressionnant par les dizaines de journalistes qui couvraient l'événement, et elle est restée près de trois heures au siège du Parquet.

La police a dispersé un groupe de manifestants portant des pancartes avec des accusations sévères contre la présidente, qui a été appelée à témoigner dans le cadre d'une enquête préliminaire sur la mort de près de vingt personnes abattues par balles lors de la première vague de protestations et de morts dans la région de Puno, dans les Andes méridionales.

Le 7 mars, elle s'est rendue au bureau du procureur général. Elle a alors déclaré sur Twitter qu'elle s'était pliée à l'enquête, mais en réalité sa déclaration a été démentie par l'affirmation du bureau du procureur général selon laquelle elle avait été exclue de l'interrogatoire, à cause de l’absence d’autres parties intéressées.

Citée à comparaître le 31 mai, Dina Boluarte s’est absentée en avançant qu’elle avait une autre tâche importante dans son agenda.

La procureure générale, Patricia Benavides, qui a été désignée par des juristes, des parlementaires et des analystes extérieurs au gouvernement et au parti au pouvoir comme étant favorable à l'exécutif, a insisté pour rejeter la participation du bureau du procureur général et des avocats des familles des victimes.

D'autre part, l'un des avocats des familles des victimes, Carlos Rivera, a attiré l'attention sur la déclaration, à nouveau frustrée hier, du chef du commandement conjoint des forces armées, le général Manuel Gómez de la Torre.

Maître Rivera a souligné que l'absence du haut commandant militaire, convoqué par le ministère public pour témoigner dans la même affaire, est la preuve que "les militaires attendent le témoignage de Dina Boluarte pour voir ensuite ce qu'ils diront".

La présidente et le chef du gouvernement, Alberto Otarola, qui était ministre de la défense lors de la première phase des manifestations, s'accordent à affirmer qu'ils ne sont pas responsables des décès car, comme d'autres anciens ministres impliqués, ils n'exercent pas de commandement effectif sur les militaires et les policiers. Ils assurent que la police et l’armée agissent selon leurs protocoles.

Cette position, selon la presse, a provoqué un malaise au sein des forces armées.

Source : Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/324804-perou-boluarte-interrogee-sur-les-deces-survenus-lors-des-manifestations

Radio Habana Cuba